

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

APRES REYKJAVIK

L'EUROPE ENTRE LES DEUX GRANDS

de Louis Armand

Tout comme dans un conte amer, il était une fois *Trois Grands* qui se réunirent à Yalta, une petite ville jusqu'alors inconnue sur les bords de la mer Noire, pour décider du sort du monde.

C'était en 1945 et la Seconde Guerre mondiale faisait encore rage. Roosevelt, Churchill et Staline parvinrent à un accord qui, tout au moins dans les intentions des deux premiers, devait assurer la démocratie à tous les peuples entraînés, malgré eux, dans la guerre déchaînée par Hitler et garantir, ainsi, une paix stable en Europe.

Mais ces deux hommes d'État ignoraient qu'ils étaient en train de sacrifier sur l'autel de leurs illusions l'avenir démocratique de ces peuples, y compris celui de la Pologne, pour la liberté de laquelle ils étaient entrés en guerre.

En réalité, les *Trois* sanctionnèrent le partage du monde en des zones d'influence, avec toutes les conséquences que nous avons tous sous les yeux aujourd'hui.

Les *Trois Grands* sont désormais réduits à *Deux*. La Grande-Bretagne, victorieuse sur le champ de bataille, est restée

politiquement perdante et, par suite, exclue de la liste des *Grands*.

Il n'est resté, sur la scène, que l'Union soviétique et les Etats-Unis, protagonistes des grandes décisions et des grands choix. La première est autonome. La seconde possède un mandat, qui n'est pas expressément accordé, de représentation de l'Occident et, en premier lieu, l'Europe.

L'OPINION DE L'EUROPE

Mais que dit l'intéressée, l'Europe? Comment voit-elle et se comporte-t-elle devant les deux acteurs exclusifs de la politique mondiale?

Comment évalue-t-elle les derniers événements de grande résonance et, en particulier, le «sommets» de Reykjavik?

Après les premiers jugements sommaires, tous orientés vers la thèse de la faillite, il est venu se manifester une évaluation plus méditée et plus réfléchie. En substance, les Européens excluent une évaluation négative. Ils sont, cependant, remplis d'amertume pour avoir été exclus des négociations.

Il en a été longuement question lors d'un important débat qui s'est déroulé dans le lieu le plus adapté, le Parlement de Strasbourg, le 21 octobre dernier.

Les résultats de Reykjavik sont positifs, bien qu'incomplets; ils doivent être perfectionnés au cours d'autres négociations pour lesquelles il est souhaité des résultats concrets. Il est toutefois déploré l'absence d'une voix européenne de ces négociations et il est, d'autre part, souhaité que soit adoptée une position commune des *Douze* pour laquelle il est énoncé quelques principes: sécurité globale, renonciation à la menace et à l'usage de la force, volonté politique de rechercher un climat de détente. Telle est la substance de quatre résolutions, toutes approuvées, présentées respectivement par les libéraux et les démocrates-chrétiens conjointement, par les socialistes, par les communistes et par le groupe arc-en-ciel. La résolution socialiste se différencie des autres en ce qui concerne le bouclier spatial et critique l'insistance américaine sur le projet SDI qui - affirme-t-il - constitue le principal obstacle à l'accord sur le désarmement et, s'il est réalisé, ne serait avantageux que pour les Etats-Unis.

Par contre, il a été repoussé, par 149 voix contre, 140 voix pour et 13 abstentions, le rapport sur le désarmement présenté par le conservateur britannique (Groupe européen) Peter Vanneck, rapporteur de la Commission politique. Il affirmait, dans son document, que la Communauté européenne avait un rôle fondamental à jouer dans la recherche de la paix mondiale et, pour cela, devait contribuer au processus de réduction des armements, en demandant à être associée à toutes les négociations en cours.

Objectifs fondamentaux: réduire de 50% les armes nucléaires stratégiques (missiles intercontinentaux), abolir les armes nucléaires à moyenne portée (euromissiles), interdire les armes chimiques, réduire, d'une façon équilibrée, les armes conventionnelles. Mais tout ceci - affirme encore le document - ne sera pas possible s'il ne sera pas instauré une confiance réciproque nécessaire, même par des accords légalement contraignants entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Le rapport Vanneck contient, en outre, une invitation aux ministres des Affaires étrangères de la CEE à présenter annuelle-

ment un rapport politique des *Douze* en matière de désarmement; elle souhaite la création d'une agence communautaire pour l'approvisionnement en armements; elle demande que soient contrôlées les ventes d'armes CEE aux pays tiers; elle sollicite, enfin, les ministres des Affaires étrangères pour qu'ils poursuivent une réduction globale draconienne des dépenses pour la défense et d'utiliser les fonds économisés pour la coopération au développement du tiers monde.

Mais cette proposition a - comme nous l'avons vu - manqué pour peu une approbation. Ont voté contre, les démocrates-chrétiens, les libéraux, les conservateurs; ont voté pour, les socialistes, les communistes et une partie de l'Arc-en-ciel. Il avait été accueilli, au préalable, quelques amendements qui avaient modifié radicalement le texte d'origine; parmi ceux-ci, un qui demandait la suspension immédiate des tests nucléaires et un autre qui recommandait l'interdiction de toutes les armes spatiales.

Il est intéressant de jeter un regard sur le déroulement de ce débat.

Le vice-président de l'Exécutif, Cockfield, a rappelé, en soulignant l'importance de l'art. 6 de l'Acte Unique, que cet Acte n'attribue pas à la Communauté une compétence en matière de politique de la défense.

L'Allemand Klepsch, chef du groupe démocrate-chrétien, a exprimé un jugement positif sur la rencontre américano-soviétique. Le programme SDI est essentiellement un programme de recherche qui garantit la paix et les Etats-Unis ont proposé aux Soviétiques de collaborer à sa réalisation.

Pour la France, Nordman, de la Droite européenne, a déclaré que Reagan a bien fait de résister aux manoeuvres soviétiques et à s'opposer à l'option zéro. Musso, du groupe démocratique, a pris, lui aussi, fait et cause pour le bouclier spatial et a demandé une initiative analogue au niveau européen.

Le Britannique Catherwood est d'un avis opposé; pour lui le SDI comportera un accroissement des missiles soviétiques.

Quant à l'Italie, le communiste Cervetti, qui ne considère pas Reykjavik comme un échec, a relevé que le manque d'accord souligne l'exigence exprimée par le rapport Van-

nek d'une présence de l'Europe aux négociations sur le désarmement. Il s'est ensuite déclaré contraire au SDI qui entrave la réduction des armements.

Selon le député du Mouvement Social Italien, Romualdi, l'Europe doit acquérir la mentalité des grandes puissances pour se soustraire à la tutelle américaine et faire face, ainsi aux nécessités d'une défense propre. L'absence de la Communauté à Reykjavik est la preuve de la faillite politique de l'Europe.

DESARMEMENT ET SECURITE

Désarmement et sécurité sont deux exigences que l'Europe doit associer sans les déléguer aux superpuissances: tel est le concept fondamental autour duquel le démocrate-chrétien, Gustavo Selva, a développé son intervention destinée à mettre en lumière l'exigence d'une présence européenne dans les négociations sur le désarmement. Onze pays communautaires font partie de l'OTAN et il faut exploiter cette dernière en fonction de la présence européenne.

Voilà ce qu'a été le débat.

L. A.

Bulletin européen

FISC ET CONTRIBUABLES

Quelles sont les règles pour l'activité fiscale dans une démocratie libre?

de Manlio Contri

Il n'y a guère longtemps, encore, il était largement répandu l'idée que les Italiens, fraudeurs fiscaux des plus expérimentés, ne payaient pas leurs impôts; cette idée était répandue non seulement en Italie, mais également à l'étranger. C'est ainsi que le Pr Antonio Martino a ouvert les débats lors de la première journée intitulée «Fisc et contribuables» (22 octobre 1986) organisée à Ro-

me par la Fondation Européenne Dragan, en collaboration avec le CREA - Centre de Recherches Economiques Appliquées, pour le cycle «La Crise de l'Etat» qui s'articulera en d'autres réunions consacrées à «La Crise de l'Etat de droit», «Un tyran moderne: le parti politique» et «La dette publique»; ce sont des sujets qui convergeront dans la rencontre «Projet pour la Deuxième République» en

programme pour le printemps 1987.

Quelques années auparavant - a poursuivi le Pr Martino - en 1980, le Pr Richard Rouse assurait, dans un article consacré au fisc, que l'Italie était en tête des pays qui ne payaient pas leurs impôts et, pour confirmer cette affirmation stupéfiante, il citait un rapport de l'OCDE selon lequel la fraude fiscale aurait correspondu, en Italie, à 27% des revenus déclarés. Il est évident qu'il s'agit d'un rapport qui establosolument dénué de fondements. En effet, si les Italiens avaient versé ces 27% que l'OCDE déclarait comme fraudés, en plus de ce qu'ils versèrent réellement en 1980, les Italiens auraient dû verser 67% de leurs revenus, ce qui représente un pourcentage parfaitement absurde. Le fait est que la fraude fiscale existe partout et qu'elle existe depuis toujours. En Suède, souvent citée par les partisans de l'Etat-providence comme un pays à moralité fiscale élevée, la fraude est calculée comme étant de l'ordre de 7,5% du Produit intérieur brut; aux Etats-Unis, les estimations les plus fiables la fixent aux alentours de 10%; il en est de même pour la Grande-Bretagne. La fraude fiscale existe donc partout et la loi tient compte de ce phénomène. Luigi Einaudi estimait, lors des années 50, que si certaines tranches de contribuables avaient payé tous les impôts établis par la loi, elles auraient dû remettre au fisc un montant supérieur à leurs propres revenus.

LES ITALIENS, FRAUDEURS TRES MALINS OU CONTRIBUABLES SURTAXES?

D'autre part, il existe une autre variation sur ce thème: c'est l'idée qu'en Italie on paie moins de taxes qu'ailleurs. Cela aussi est un mythe. Ce n'est pas vrai. Les statistiques démontrent que l'Italie est le pays le plus imposé des sept principaux pays industrialisés: en 1982, le rapport entre les dépenses de l'administration publique et le produit intérieur brut était de 35% aux Etats-Unis et au Japon, de 49% en Allemagne et de 54% en Italie. La vérité historique est qu'il n'a jamais été payé autant d'impôts qu'en ce moment. De 1974 à 1985, les entrées globales du secteur public ont augmenté de 786% en valeurs nominales. Si l'on tient compte de l'inflation, les entrées totales ont augmenté,

pendant la même période, de 87% en termes réels et sont passées de moins d'un tiers du produit interne brut (32,8%) à près de la moitié (47,1%). Il faut considérer, en outre, que la fiscalité s'accélère: de 1980 à 1985, les recettes fiscales ont augmenté de près de deux fois et demie en termes nominaux; en cinq ans, elles ont augmenté de 25,5% en termes réels et sont passées de moins de 40% (39,8%) à 47%. Dernière donnée sur les entrées: de 80 à 85, le produit intérieur brut a augmenté de 346 100 milliards de lires, les recettes fiscales de 188 000 milliards, ce qui signifie que l'accroissement de la fiscalité a confisqué 54,2% de l'augmentation du produit intérieur brut. Voilà pourquoi le mythe «Italiens fraudeurs» est en déclin et qu'il commence à se préciser des symptômes préoccupants de révolte fiscale et que l'on peut lire dans les journaux des dénonciations de mesures absurdes du fisc.

D'aucuns pourraient se demander: «Comment se fait-il, si la fiscalité est tellement élevée en Italie, qu'il y ait eu, aux Etats-Unis, des manifestations de protestation fiscale bien avant qu'en Italie. Pourquoi les Italiens ont-ils supporter, si longtemps, sans souffler mot, des augmentations énormes de la pression fiscale et que ce n'est que maintenant qu'ils commencent à s'en apercevoir?». L'explication est très simple. Il y a, avant tout, un facteur psychologique, qui est même sanctionné par l'Encyclopédie catholique: est considéré comme «normal», un individu qui attribue une importance encore plus grande à son propre bien-être. Il en ressort que le citoyen italien se préoccupe beaucoup plus des impôts qu'il paie directement, que de ceux que paient les autres. Chacun est donc persuadé qu'il paie trop tout comme il est convaincu que les autres paient peu. Nous sommes, jusqu'ici, dans la physiologie. Mais là où nous entrons, par contre, dans la pathologie, c'est lorsque le contribuable italien arrive à la conclusion erronée de payer trop parce que les autres paient trop peu. En substance, les gens sont convaincus de payer trop d'impôts, parce que les autres fraudent. C'est ainsi qu'en Italie, au lieu de protester contre la croissance énorme, aberrante, de la fiscalité globale, chaque contribuable est préoccupé des taxes non payées par les autres. C'est la rationalisation généralisée de l'envie.

IMPOTS VISIBLES ET IMPOTS INVISIBLES. LA PROTESTATION FISCALE

La deuxième raison pour laquelle il ne s'est pas encore déclaré une protestation fiscale en Italie est due à la façon dont l'Etat prélève l'argent aux contribuables; c'est-à-dire la manière avec laquelle les dépenses du secteur public sont financées. En 1985, les dépenses du secteur public ont représenté 62,1% du produit intérieur brut. C'est la mesure de la fiscalité effective. Ces sommes proviennent - et ne pourraient pas ne pas provenir - de la poche des contribuables. Et l'on est en droit de se demander comment a fait ce peuple de fraudeurs supermalins à supporter une fiscalité de ce genre. Examinons comment sont financées les dépenses publiques: les impôts directs ont concerné 24,8% de la totalité des dépenses publiques, c'est-à-dire près d'un quart. Les impôts directs sont les impôts les plus visibles mais ils ne le sont pas complètement, car ils sont retenus à la source. Chacun d'entre nous regarde plus le revenu net que le revenu brut et ne se rend donc pas compte de ce qu'il paie comme impôts directs par le biais de son employeur. Les impôts indirects ont concerné 17,5% des dépenses publiques globales. Les impôts indirects sont presque parfaitement invisibles. Aucun d'entre nous ne sait combien il a payé en une année; pour le savoir, il aurait fallu additionner les impôts payés sur les milliers et milliers d'achats différents effectués au cours de l'année et, en plus, comme les impôts indirects sont inclus dans le prix du produit, personne ne se rend compte que lorsqu'on achète pour dix mille lires d'essence, on n'en reçoit, en réalité, que 2 500 et que l'on paie 7 500 d'impôts. Les impôts indirects sont donc invisibles.

Il y a, en outre, les contributions sociales qui ont rapporté 25,4% des dépenses publiques. Elles aussi sont des impôts qui sont presque toujours invisibles, parce que les contributions sociales sont versées par l'employeur par le biais de la retenue.

Si l'on additionne toutes les catégories d'impositions invisibles, on arrive à la conclusion que 80% de la fiscalité italienne est invisible. Mais, en réalité, pour chaque million de lires d'impôts versés par le contribuable, l'Etat lui en a emporté quatre autres,

sans qu'il s'en aperçoive. Il n'y a pas eu, autrefois, de protestation fiscale, parce que le prélèvement était basé sur la fiscalité occulte. Mais d'aucuns se demanderont: pourquoi cette protestation, aujourd'hui? La réponse est que la composante visible de la fiscalité est celle qui a augmenté le plus rapidement. Les impôts directs, qui sont la composante visible de la fiscalité, ont augmenté de douze fois de 1975 à 1985; en dix ans ils ont augmenté de 1150%, de huit fois en termes nominaux (705%) et le pourcentage des dépenses publiques financées avec les impôts directs est passé de 14,6 à 24,8%. Cette augmentation extrêmement rapide de la composante visible de la fiscalité globale explique la protestation fiscale actuelle.

Et il existe une troisième raison à cette protestation fiscale: la croissance de l'étatisme est en train de diminuer. Si l'on distingue, d'une part, les dépenses publiques qui représentent la portion dont l'utilisation est décidée par les canaux politico-bureaucratiques et, d'autre part, le produit interne brut «privé», dont l'utilisation est confiée aux décisions des entreprises et des familles, on découvrira que le PIB privé augmenta, de 1960 à 1970, de 74%, de 1970 à 1980 de 18,5%. Malgré la croissance de la fiscalité, ce qui restait dans les familles et les entreprises s'améliorait, elles n'étaient pas motivées pour s'informer sur la croissance de la fiscalité. Les choses ont changé radicalement au cours des cinq dernières années: de 1980 à 1985, le PIB a diminué de 21%. En particulier, la part privée du PIB était inférieure, en 1985, de près de 7% par rapport à 1970. C'est-à-dire que l'étatisme nous a reporté en arrière de quinze ans quant au bien-être privé et c'est là une autre des raisons de la protestation fiscale d'aujourd'hui.

L'AUGMENTATION DE LA FISCALITE NE CONTRIBUE PAS A COMBLER LE DEFICIT DE L'ETAT

On pourrait penser que cette croissance de la fiscalité a été rendue nécessaire pour remettre les finances publiques en ordre: nous avons payé les taxes parce qu'il fallait rééquilibrer les comptes du secteur public. Ceci est entièrement faux. La fiscalité s'est accrue et la débâcle de l'Etat n'a fait qu'augmenter. Nous avons vu, auparavant, que de

1980 à 1985, les recettes fiscales ont augmenté de deux fois et demie. Pendant la même période, le déficit du secteur public est passé de 7 000 milliards de lires en 1980 à 121 000 milliards en 1985; c'est-à-dire qu'il a augmenté de 227% en termes nominaux, de 72% en termes réels et est passé de 11% à presque 18% du produit intérieur brut. Pendant la même période, la dette publique consolidée est passée de 228 000 milliards de lires à 681 000 milliards, ce qui représente un accroissement de 199% en termes nominaux et de 57% en termes réels, et est passée de 67,4% du PIB à presque 99,5%; ce qui revient à dire que les dettes correspondent à un an de produit intérieur brut. Tous les gouvernements qui se sont succédé au cours des cinq années qui ont suivi 1980, ont promis aux Italiens que le premier objectif de la politique économique était de freiner la dépense publique. D'accord. Si la dépense publique était restée, de 1980 à 1985, constante en termes nominaux, la balance du secteur public, en 1985, aurait eu un actif de plus de 157 000 milliards de lires et ceci sans tenir compte du fait que si les dépenses publiques étaient restées constantes et que le bilan avait été actif, elle aurait fourni des ressources pour le développement et aurait donc fait augmenter le revenu global. On pourrait objecter: comment peut-on faire rester les dépenses publiques constantes en termes nominaux au cours d'une période de cinq années d'inflation (les prix ont presque doublé de 1980 à 1985). Supposons, alors, que de 1980 à 1985 les dépenses soient restées constantes, non pas en termes nominaux, mais en termes réels, c'est-à-dire qu'elles aient augmenté exactement en pourcentage, au point de compenser l'inflation, ce qui revient à dire arrêtée en termes réels. Si telle avait été la situation, en 1985 le déficit se serait transformé en un actif de 7 800 milliards; un élément du bilan actif qui ne se vérifie pas depuis près de soixante ans. Certains pourraient objecter que pendant ces cinq ans, le produit intérieur brut a augmenté, ne serait-ce que de peu. Pourquoi cette augmentation du produit intérieur brut doit-elle aller à l'avantage des capitalistes privés et des familles, uniquement, et pas de l'Etat? Supposons, alors, que de 80 à 85, les dépenses publiques aient augmenté en proportion avec le PIB, de sorte qu'une partie

de la croissance économique est allée à l'avantage du secteur public tout en maintenant, cependant, inchangée la proportion. Si cela s'était produit, le déficit de 1985 aurait été de 11 000 milliards, au lieu de 121 000, soit 1,7% du PIB et non plus 18%. Une mesure très modeste du ralentissement de la croissance des dépenses publiques aurait, en cinq ans seulement, produit le déficit le plus bas en pourcentage par rapport au PIB de l'histoire de la République italienne. Et ceci n'a pas été fait jusqu'à présent.

PROPOSITIONS ET REMEDES

Et venons-en, maintenant, à ce qu'il faudrait faire pour éviter une révolte fiscale. La «taxe sur la santé» n'est que le dernier épisode. On devrait: premièrement rendre la constitution fiscale opérationnelle, c'est-à-dire respecter l'art. 81 de la Constitution et obliger celui ou ceux qui proposent de nouvelles dépenses d'indiquer les moyens pour y faire face. La gestion des dépenses publiques serait donc plus responsable. Deuxièmement, s'orienter très rapidement vers une fiscalité transparente, car la fiscalité invisible n'est pas frauduleuse, mais elle est, également, antidémocratique. Troisièmement, élimination du *fiscal drag*, qui n'est autre qu'un véritable impôt non autorisé par quelle que loi que ce soit. En 1984, le *fiscal drag*, conçu en 1974, a apporté, globalement, 24 300 milliards de lires, soit 45% des entrées totales de l'impôt sur les personnes physiques de cette année-là. Il existe deux façons d'éliminer ce mécanisme infernal: passer à un système avec un seul taux d'impôt, c'est-à-dire éliminer la progressivité de l'imposition sur le revenu des personnes physiques faite par tranches. Cette proposition est impensable, dans l'immédiat; mais il est cependant possible d'indexer les tranches de revenu aux fins de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et les déductions personnelles, afin d'éviter que le même revenu réel ne paie des taux toujours plus élevés, d'année en année, par le fait de l'inflation.

La donnée la plus importante dans toute la matière de la finance publique (rapport entre les dépenses publiques et le PIB) est de savoir quel pourcentage du revenu doit être géré par des bureaucrates et des politiciens et

quel doit être celui qui sera confié aux décisions spontanées de chacun; ces pourcentages devraient être établis à l'aide d'une procédure consciente, *ad hoc*, année par année, Toutes les décisions de dépense devraient tenir compte de ce pourcentage. C'est-à-dire qu'il ne devrait pas se produire, comme c'est le cas actuellement, que le rapport se détermine involontairement par suite de la somme de milliers et de milliers de décisions de dépense prises, sans tenir aucunement compte, des contraintes de bilan, par les Organismes locaux, par les Unités sanitaires locales et par le Parlement. Quelles sont les probabilités réelles qu'un projet de ce genre puisse être réalisé? Du point de vue politique, on dira que c'est impossible. Ceci est faux. Du point de vue politique, il faut rendre possible ce qui est désirable. Aux Etats-Unis, en 1980-81, le taux marginal d'impôt sur les individus était de 65%. Le réduire à 28% aurait semblé impossible. Mais cela a été fait. La différence entre un

homme d'Etat et un politicien, est que l'homme d'Etat a sa propre vision du monde que le policien appelle utopie.

Adam Smith dit, avec un concept qui s'adapte fort bien à la situation italienne: «Les grandes nations ne s'appauvrissent jamais par suite de la mauvaise conduite et de la prodigalité des privés, mais elles se sont parfois appauvries à cause de la prodigalité et de la mauvaise conduite de leur gouvernement. Et c'est donc avec un manque extrême de bien-fondé et une grande présomption que le roi et ses ministres prétendent surveiller l'économie des privés. Ce sont toujours eux-mêmes, sans exception aucune, les plus grands prodiges de la société. Qu'ils veillent bien à leurs dépenses et ils pourront, ainsi, laisser tranquillement les privés veiller aux leurs. Si leur prodigalité ne ruine pas l'Etat, celle des sujets ne le ruinera jamais».

M. C.

Bulletin européen

LA MARGINALISATION DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

de Beatrice Rangoni Machiavelli
(vice-président du Conseil italien du Mouvement Européen)

Je désire, tout d'abord, vous remercier de la confiance que vous m'avez accordée en me demandant de traiter un thème fascinant, certes, sous de nombreux aspects, mais incontestablement peu facile, car même si on en parle beaucoup, il est, en réalité, peu connu.

Je voudrais reparcourir brièvement, avec vous, les étapes de l'histoire de l'humanité pour essayer de comprendre la grande révolution que nous vivons actuellement en cette fin de siècle.

Bulletin européen 7

Si nous cherchons à mettre en évidence les quatre piliers qui ont apporté le plus de changements dans l'histoire du progrès de l'humanité, nous pourrions commencer par la parole qui a permis, à une époque très reculée, d'entamer les premiers rapports interpersonnels entre les êtres humains. L'autre étape fondamentale fut l'écriture, lorsque les hommes commencèrent à laisser un témoignage de leur passage et que l'écriture devint essentielle pour établir les structures de la première société organisée au monde, c'est-à-dire la société agricole.

La troisième étape a été l'imprimerie, c'est-à-dire la communication écrite, qui a constitué, au cours des siècles passés, le tissu conjonctif sur lequel s'est ensuite formée et structurée la société industrielle. Et nous arrivons, enfin, à la quatrième étape essentielle: l'informatique et les télécommunications, qui sont le langage et le système nerveux de la société actuelle, la société de l'information.

Cette mutation, commencée dans les pays industrialisés les plus avancés, est une véritable révolution qui intéresse tous les secteurs de la société: l'économie, la politique, l'organisation sociale, les valeurs culturelles. Nous assistons à la naissance d'une nouvelle civilisation qui met en discussion et en crise les vieux modèles, les vieilles idéologies, les modes de penser dépassés. Et si l'on essaie, pour un instant, de s'éloigner des petits événements quotidiens et de regarder d'en haut ce qui se passe dans le monde, nous nous rendons compte qu'une grande partie des conflits et des tensions que nous vivons sont justement dus à une crise de transition profonde.

A la fin du XVIII^e siècle, l'Europe assista à la naissance de la première révolution industrielle à la suite d'une découverte importante: celle de l'énergie développée par la vapeur. La deuxième révolution industrielle, à la fin du XIX^e siècle, se développa grâce à une autre forme d'énergie, l'électricité. On parle, maintenant, d'une troisième révolution industrielle, celle qui est en train de créer la société de l'information et qui est née en 1973 en Californie, lorsque fut fabriqué, pour la première fois, un microprocesseur, la fameuse «puce» de silicium qui est à la base de l'informatique.

Notre société ne peut déjà pas se passer des ordinateurs. Ceci semble incroyable, si l'on pense qu'ils n'existent que depuis guère plus de vingt ans et que l'on se demande, spontanément, comment nous avons pu nous en passer jusqu'à ce jour. Le monde actuel est extrêmement compliqué. Les ordinateurs réussissent, en partie, à en camoufler la complexité. Ce n'est pas par hasard qu'ils sont entrés en scène; ils sont, en effet, essentiels à la société de plus en plus complexe dans laquelle nous vivons, tout comme les maisons, les vêtements ou le chauffage pouvaient l'être pour une société plus simple.

L'aspect le plus préoccupant du changement en cours est que l'on essaie, partout en Occident, de remplacer la main-d'oeuvre humaine par des machines et des robots. Cette automatisation implique une destruction d'emplois à des niveaux jamais atteints auparavant. C'est un grand et véritable défi que lance le nouveau système de production à toutes les sociétés industrielles avancées. La suppression des postes de travail les moins qualifiés frappe particulièrement les femmes et les jeunes à la recherche d'un premier emploi. C'est pour cela que le chômage des jeunes au sein de la Communauté européenne est dramatique. Il représente 40% environ du chômage global (plus de 13 millions, sans compter l'Espagne et le Portugal) et, dans ce pourcentage, les jeunes filles représentent plus de la moitié.

Il s'agit, incontestablement, d'un problème difficile à résoudre. A mon avis, il faudrait suivre le conseil de Jean Monnet: «Quand un problème semble sans solution, il faut changer les termes dans lesquels il est posé».

La pauvreté était tellement répandue, dans les sociétés primitives, que tous, hommes et femmes, personnes âgées et enfants, devaient travailler du matin au soir pour se procurer de quoi survivre. Le progrès technique et scientifique a permis à l'homme de mieux gérer son propre environnement et d'enrichir la société.

Cette situation s'est poursuivie très lentement à travers les siècles, jusqu'au moment où s'est produite la formidable accélération de la révolution industrielle qui, en un peu plus d'un siècle, a produit des changements extraordinaires.

Prenons, par exemple, le cas d'un mineur travaillant dans une mine de charbon au

cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Il travaillait de douze à quatorze heures par jour et gagnait à peine de quoi se nourrir lui et sa famille: confrontons-le avec un mineur d'aujourd'hui. Il continue, certes, à exercer un travail pénible, mais le niveau de vie dont il jouit n'aurait même pas pu être atteint par les couches aisées de l'époque victorienne: une maison confortable, chauffée, dotée de tous les électroménagers, de quoi se nourrir et se vêtir dignement, les congés payés et la possibilité de faire étudier ses propres enfants, de voyager, etc.

On pourrait simplifier l'histoire de l'économie en affirmant que l'accroissement de la production a permis à l'homme de gagner plus en travaillant moins.

Dans un avenir proche, la semaine de travail sera de trente heures et les vacances s'allongeront beaucoup. La General Motors - qui, avec IBM, a le plus gros chiffre d'affaires des Etats-Unis - a lancé le Projet Saturne qui devra produire des automobiles en mesure de rivaliser avec celles du Japon. Il a été embauché 20 000 personnes ayant des spécialisations particulières: elles travailleront sur le terminal d'un ordinateur pas plus de deux ou trois heures par jour.

Il faudra donc que change l'idée qu'il est nécessaire, pour ne pas dire qu'il est juste, de travailler tous les jours à temps plein. La plupart des hommes sont persuadés que vendre ses propres capacités, ses propres énergies et son propre temps à un employeur est un idéal de vie. Celui qui n'arrive pas à trouver un emploi est considéré comme un citoyen de deuxième catégorie. Il faudrait reconsidérer le concept même de travail et comprendre que nous devons surmonter cette crise difficile pour pouvoir réaliser une meilleure qualité de travail et de vie et construire une société diverse de l'actuelle, où celui qui ne produit pas ne compte pas. C'est là que se trouve le coeur du problème de ce que l'on appelle la «marginalisation de la femme» qui n'existait pas au sein de la société agricole dans les termes où elle existe dans la société industrielle.

L'histoire de notre civilisation a vu naître la séparation des rôles entre l'homme et la femme comme une première forme de division du travail. La femme a commencé à jouer son rôle et l'a poursuivi pendant des siècles au milieu des parois de sa maison, tout d'abord avec des fonctions même d'organisation, puis avec des fonctions toujours plus exécutives. La révolution industrielle l'a placée devant un choix entre un travail extra-domestique, presque toujours subalterne et les activités de ménagère qui consomme des produits fabriqués loin d'elle.

Si, comme je le crois, ce qui compte surtout, c'est de se réaliser comme personne humaine, nous devons, alors, changer le concept que l'on ne se réalise qu'à travers le travail qui, en réalité, n'a jamais été gratifiant pour la plupart des personnes. Rares sont, en effet, les quelques privilégiés qui peuvent exercer une activité très intéressante et, en plus, bien rétribuée.

Mais, comme nous l'avons dit, c'est le concept même de travail qu'il faut changer: il faut surmonter le préjugé qui se trouve déjà dans le mot «travail» et qui frappe surtout les femmes qui sont divisées, dans n'importe quel pays, quel que soit le niveau de civilisation, en deux catégories: celles qui travaillent et les autres, les ménagères, les femmes au foyer, les «housewives»; comme si ces dernières ne faisaient rien. Il a été procédé à des calculs aux Etats-Unis desquels il ressort qu'aussi riche que soit une société, elle ne serait pas en mesure de rétribuer le travail que fait une femme chez elle et qui est évalué à dix mille dollars par an.

Modigliani, le grand économiste qui vit aux Etats-Unis, affirme que la société de consommation s'est développée avec la contribution de deux éléments peu payés ou même pas payés du tout: le pétrole qui a connu, pendant de nombreuses années, un prix très bas, et le travail des femmes qui n'entre jamais dans les calculs économiques des sociétés, bien qu'il en constitue un élément essentiel.

Et pourtant, la société de consommation a eu la femme comme protagoniste: il suffirait de penser au type de publicité que l'on fait, aujourd'hui, dans le monde pour réclamer n'importe quel produit et qui est destinée à la femme consommatrice; et combien de femmes sont sorties de chez elles pour aller travailler parce que, justement, un seul salaire ne suffisait plus et parce que notre société - telle qu'elle est encore, compétitive et consommatrice - avait

mis l'accent sur le fait qu'il est plus important d'avoir, de posséder, que de ne pas être, c'est-à-dire de se réaliser comme personne humaine.

L'autre question centrale dont est protagoniste la femme est le facteur démographique. J'ai été fort impressionnée, négativement, lors d'un séminaire, à Turin, au Centre Einaudi qui avait réuni des philosophes, des politologues et des économistes de l'Europe et de l'Amérique, pour discuter des grands problèmes de l'humanité parmi lesquels il existe celui du déséquilibre démographique. En l'an 2000, sur les six milliards d'habitants que comptera la Terre, 20% seulement vivront dans les pays occidentaux, avec un faible pourcentage de jeunes et un vieillissement de la population qui constitue, d'ores et déjà, une des principales préoccupations pour l'avenir. Mais aucun des participants à ce séminaire n'a pensé à mettre l'accent sur le rôle de la femme à ce sujet. Il a été fait de nombreuses recherches sur cette question: il est vrai que plus une société est évoluée et riche, plus les naissances diminuent; mais il est tout aussi vrai, par exemple, qu'au Sri Lanka, où le revenu moyen est encore parmi les plus bas du monde, on a atteint un taux de natalité qui n'est pas incompatible avec les ressources du pays, à travers une procréation responsable. La tendance, que l'on rencontre en Europe, est désormais identique dans tous les pays, indépendamment du fait qu'ils soient plus ou moins riches. C'est donc quelque chose de plus profond qui voit la femme porteuse de cette nouvelle valeur et de cette nouvelle responsabilité. A la fin de ce siècle, les femmes occidentales se verront reconnu le rôle qui leur revient dans la société, pour cette raison également.

Un groupe de spécialistes, d'économistes et de géopoliciens alarma, en 1970, l'Occident en publiant un document destiné à devenir célèbre: «Les limites du développement». Ces hommes avaient fondé le «Club de Rome» avec Aurelio Peccei qui en fut le promoteur. Ils s'étaient servis d'un ordinateur pour élaborer leurs perspectives sur une vaste échelle.

Leur message, connus sous le nom de «croissance zéro», était très simple. Le développement, tel qu'il était entendu dans l'Occident industrialisé ne pouvait pas continuer indéfiniment sans que ne s'épuisent les matières premières et les vivres et l'empoisonnement de la biosphère à cause de la pollution.

Quelques années ont passé, depuis lors, et les rapports du «Club de Rome» ont été publiés à une fréquence régulière. Il est étudié, dans le septième rapport, intitulé «Apprendre le futur», les limites internes de la condition humaine, c'est-à-dire les contraintes que s'imposent à eux-mêmes les êtres humains, fondamentalement par ignorance; et l'on affirme que dans le premier document, on s'était préoccupé de l'arrêt du développement matériel, sans prendre en considération le fait que le problème le plus grave était justement le fossé qui existait entre un développement scientifique et technologique de science-fiction, d'une part, et une condition de sous-développement culturel de l'humanité. Ce qui constitue, par dessus tout, la forme la plus impressionnante de gaspillage, car elle disperse la ressource la plus riche et la plus indispensable: celle des facultés intellectuelles humaines.

Mais là, également, s'insère le problème des femmes qui constituent 52% de la population du globe et qui sont en grande majorité analphabètes. L'Onu affirme, en effet, que sur trois analphabètes dans le monde, deux sont des femmes; mais si l'on fait abstraction des pays occidentaux où, pour le moins, l'analphabétisme a été vaincu, dans le tiers monde, sur cinq analphabètes, quatre sont des femmes.

C'est là, à mon avis, un point fondamental de la question féminine: comprendre globalement et résoudre ce problème signifierait mettre à la disposition de l'humanité tout entière le grand potentiel d'intelligence, d'humanité et de spiritualité que représentent les femmes à une époque où la matière première la plus importante est, justement, celle des facultés intellectuelles.

Devant tant de pessimisme et de si nombreuses difficultés, je pense que toute chose négative a son côté positif. Il y a toujours un revers de la médaille qu'il nous revient de comprendre et de savoir saisir. Et c'est ainsi que s'il est vrai que la femme se trouve dans des conditions difficiles par suite du chômage qui frappe surtout elle, il est tout aussi vrai que les nouvelles technologies de l'informatique lui offrent des possibilités qu'elle n'avait pas précédemment. Il n'existera plus, en attendant, la fatigue matérielle, qui a été l'une des

premières discriminations dans le marché du travail entre les femmes et les hommes. De nos jours, nous nous trouvons tous sur un pied d'égalité, parce que les nouvelles technologies informatiques sont simplement un instrument mis à la disposition de l'intelligence humaine et non de la force physique.

Et je crois, alors, qu'il est juste d'évaluer ce qu'apporteront les femmes au cours du prochain nouveau siècle, qui verra - toutes les lignes de tendance le confirment - une valorisation des priorités considérées féminines: une qualité de la vie basée sur des valeurs jusqu'ici négligées; un respect plus profond du code moral; un réel effort pour la sauvegarde de l'environnement.

Il a été créé, en 1984, aux Etats-Unis, 600 000 nouvelles entreprises, petites et moyennes; moins de 5% sont dans le secteur traditionnel de l'industrie (textile, habillement, sidérurgie); le reste, surtout dans les services. De ces 600 000 entreprises, 200 000 ont une femme à leur tête; ce qui fait commencer à dire: après la révolution des blouses blanches, c'est-à-dire des techniciens qui ont remplacé les ouvriers dans les fabriques, on assistera à la révolution des blouses roses, c'est-à-dire des femmes qui dirigent ces petites entreprises.

Mme Andreotti (la femme du ministre italien des Affaires étrangères; n.d.T.) vous a parlé de l'Europe des citoyens et je l'en remercie parce que, à mon avis, l'Europe ne se fera que si l'Europe des citoyens et des citoyennes existera. Je voudrais rappeler, ici, le gros effort qu'entreprind la Communauté Européenne avec les directives et le Plan d'Action pour la Parité, pour réussir à promouvoir une parité effective entre l'homme et la femme. Dans ce secteur, l'Europe est certainement l'une des aires les plus avancées du monde; le principe sur lequel a été fondée la Communauté est celui de l'égalité de dignité et, à mon avis, c'est l'un des concepts les plus élevés qui aient jamais été à la base d'une civilisation. C'est un point d'arrivée dans l'évolution des droits de la personne humaine. La Communauté Européenne, je le répète, est fondée sur le concept d'une égalité de dignité entre tous les Etats membres; la preuve en est que les langues officielles de la Communauté sont, aujourd'hui, au nombre de sept; d'ici peu, avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal, leur nombre passera à neuf. Faire avancer une Communauté qui doit être simultanément être traduite et écrite en sept, puis en neuf langues, est une entreprise très complexe et très coûteuse; c'est cependant essentiel, parce que cela représente l'égalité de dignité de tous les Etats. Dignité égale, aussi, avec les pays en voie de développement qui sont associés à la Cee, grâce à la fameuse Convention de Lomé. Et dignité égale entre homme et femme, enfin; ce qui constitue le concept de fond de l'action communautaire pour la parité.

Je sais que vous discuterez par secteur et dans les détails tous les problèmes qui vous concernent en tant que femmes et collaboratrices de ceux qui sont engagés, à divers échelons de responsabilité, dans le service diplomatique. Je crois que ce concept de la parité de dignité doit vraiment être à la base du nouveau rapport entre l'homme et la femme, du nouveau «partnership» qui est essentiel aux fins d'un mode différent d'entendre le couple et de construire une famille.

Il croît en nous la conviction que le XXI^e siècle marquera la revanche des valeurs de la personne humaine comme présupposition d'une société ouverte qui reconnaît à chacun le droit et la possibilité de devenir ce qu'il veut en mettant en valeur ses propres «talents».

Les femmes portent partout avec elles la totalité de leurs sentiments et de leurs intérêts; elles refusent de scinder leur propre vie entre un temps de travail sans fantaisie et un temps libre sans signification. Elles veulent participer à la construction d'une nouvelle organisation sociale et dénoncent la dangereuse illusion de la société parfaite; mais elles cherchent, également - et avec humilité - d'améliorer, tous les jours, quelque chose pour construire une société de citoyennes et de citoyens libres et responsables qui préfèrent se donner une règle plutôt que de devoir la subir.

Une société qui considère la paix comme un élément permanent et définitif de la cohabitation civile et qui retrouve les valeurs dont sont imprégnés l'esprit et la culture de l'Europe: le respect pour la dignité de la personne humaine et la liberté de pensée.

B.M. R.

«BULLETIN EUROPEEN» en édition italienne

A partir de l'année 1987, le «Bulletin Européen» aura une édition en langue italienne.

Dès sa naissance dans les années lointaines de 1950, la publication en français (avec quelques textes en anglais et, parfois, en italien) était un choix dicté par la nécessité de servir des lecteurs résidant dans divers pays européens tels que la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, le Danemark, l'Espagne et la Grèce, qui étaient rejoints par le biais d'une langue qui pouvait satisfaire la majorité d'entre eux.

L'adjonction d'une édition en italien a été décidée en raison du nombre considérable de lecteurs et d'abonnés qui augmentait sans cesse dans notre péninsule.

C'est un progrès important pour l'ultérieure diffusion du «Bulletin» et pour l'instauration d'un dialogue plus étroit et plus personnel avec les destinataires.

Cela permettra de supprimer l'intervention intermédiaire d'une langue, comme le français, que, désormais, bon nombre d'Italiens ne connaissent plus bien.

La publication du «Bulletin» en italien nous offre l'occasion de rappeler le débat sur «Une langue pour l'Europe» qui se déroula à Rome il y a deux ans, au siège de la Fondation et qui souleva un vif intérêt parmi les lecteurs de tous les pays de la Communauté, comme le confirmèrent les nombreuses lettres d'approbation, de critiques et de suggestions qui parvinrent à notre rédaction.

Le problème de la langue commune pour l'Europe est un discours complexe, mais nécessaire pour atteindre l'objectif final. Les gros thèmes, les grands choix de l'Europe, comme nous le savons, sont le Marché, la Politique étrangère et la Défense commune; sans parler du problème de l'énergie, de la libre circulation des capitaux, du travail et des personnes.

Quelques objectifs ont été atteints en partie; pour d'autres, nous sommes sur la bonne voie; pour d'autres, encore, le discours est plus difficile et les prospectives sont plus longues.

La langue commune est l'un de ces grands et passionnants problèmes et sa solution demandera encore de nombreux débats, polémiques et des choix; pour plus d'une génération, peut-être.

Il est utile de considérer, dans ce contexte, le précédent des Etats-Unis où, en guère plus d'un siècle, des émigrants venus de divers pays de l'Europe, arrivèrent et, comme dans un creuset, fusionnèrent sous l'égide de la langue dominante, l'anglais.

En ce qui concerne l'Europe, le discours est très différent par suite de l'existence des frontières, de l'absence d'amalgame et d'une langue prédominante.

Il est possible - et en même souhaitable - que les futures générations parviennent, grâce à une vision plus large, plus pratique et plus clairvoyante, à une solution actuellement impensable.

Un dernier mot pour rappeler à nos lecteurs italiens quelles sont les finalités du «Bulletin». Fondé sur l'initiative de Costantino Dragan pour apporter une voix concrète aux idéals européens, le «Bulletin» est une tribune libre et indépendante de l'europhisme.

Il réfère, commente, débat les grands thèmes de l'Europe des Douze sous le profil aussi bien de l'idéologie que de l'application pratique et comme il est une «tribune libre», il accueille bien volontiers la pensée, les critiques et les suggestions des lecteurs.

Une rubrique, récemment instituée, réunit en une synthèse chronologique les principales décisions de l'Exécutif de Bruxelles, du Parlement de Strasbourg et des autres organes communautaires pour donner un panorama le plus complet possible de la construction de l'Europe.

Une attention particulière est réservée, en outre, aux thèmes mis en évidence par le Conseil de l'Europe dont font partie vingt et un Etats et qui représente la deuxième phase que nous désirons voir surmonter par la Grande Europe au cours du XXI^e siècle.

B.E.

DE WESTPHALIE A AIX-LA-CHAPELLE

de Manlio Contri

Les événements qui se déroulent du Traité de Westphalie (1648) au Traité d'Aix-la-Chapelle (1748) ont été le sujet du discours d'ouverture du troisième cours d'histoire européenne consacré à l'Europe entre les XVII^e et XVIII^e siècles, qu'a tenu le Pr Enrico Serra de l'Université de Rome, au siège de la Fondation Européenne Dragan, le 7 novembre 1986.

Ces deux traités ont été - a déclaré au début le Pr Serra - les détonateurs de changements historico-politiques radicaux. On a assisté, au début du XVII^e siècle, en Europe, à un début de révolution scientifique et politique qui porta souvent l'empreinte italienne. Le Polonais Copernic - qui a appris les premières notions d'astronomie à Bologne et qui a perfectionné ces études à Rome - découvre, en suivant les traces de Képler, que ce n'est pas le Soleil qui tourne autour de la Terre, mais bien la Terre autour du Soleil: c'est une découverte qui ne dit pas grand-chose aujourd'hui. Mais il faut imaginer les répercussions de cette affirmation - qui contredit également les Saintes Ecritures - sur l'esprit et la pensée des hommes de l'époque. Tout un monde égocentrique change et se transforme.

Galilée introduit la méthode expérimentale, qui constitue la pose d'une pierre dans la scolastique, selon laquelle tout était déjà dit dans les Saintes Ecritures; il suffisait de savoir les interpréter. Dans le droit, Alberigo Gentile a l'intuition du «jus naturale», un droit supérieur à tout, même, donc, à l'«ipse dixit» des rois et des papes: fait nouveau et important. Dans son livre «De iure belli», publié en 1598, il affirme qu'il existe, dans

les guerres comme dans la vie civile, des lois naturelles que personne ne peut violer sans être accusé de transgression.

Dans l'histoire, Ludovico Antonio Muratori soumet les sources à une révision profonde et les revoit dans ses «Annales» faisant une distinction entre ce qui a une valeur historique et ce qui a une origine mythologique. Nous sommes à la séparation entre la science et la théologie. C'est un fait qui est également confirmé dans le domaine politique. C'est la période durant laquelle sont publiées les premières «Gazettes» et, à Florence, un «Diarium Europeanum» qui reportent des commentaires et des critiques contre l'activité de certains Etats, gouvernements et régimes. On voit apparaître les premiers pamphlets à caractère politique. La transformation s'effectue dans tous les domaines: dans celui de la peinture, le Caravage abandonne radicalement la spiritualité de la Renaissance, pour s'orienter vers un type de culture, encore religieuse, certes, mais plus humaine et moins classique. En architecture, nous avons le Bernin et le Borromini; en littérature, Tassoni et Marino; en musique, Monteverdi et Frescobaldi.

LE SCENARIO CULTUREL DE LA GUERRE DE TRENTE ANS

Voici le scénario selon lequel se déroule la guerre de Trente Ans, qui se termine par le Traité de Westphalie. C'est une guerre qui commence en 1618 au sein du Saint Empire, à la suite de la révolte des princes protestants allemands contre l'Empereur et qui obtiennent le soutien immédiat de la Suède. Il se

forme une coalition entre les Habsbourg d'Espagne et ceux d'Autriche; pour empêcher leur hégémonie en Europe, la France descend dans le camp contre ces derniers aux côtés des Suédois. Cette guerre fut dramatique, si l'on pense que l'Allemagne perdit la moitié de sa population. Les armées de fortune se ravitaillaient dans les régions qu'elles traversent, en mettant à sac, en pillant et en massacrant. Tout le monde se souviendra de la description réaliste de l'arrivée de ces troupes dans le Milanais, faite par Manzoni. C'est la période des grands condottières italiens: Montecuccoli, Spinola, les Colonna. Et la peste se déclarait après le passage de ces troupes. C'est ce qui explique pourquoi l'Europe était réduite, à la fin de cette guerre, à des conditions tellement pitoyables que le pape Urbain VIII - qui était pourtant du côté des catholiques - troublé par tant de destruction, lança le premier appel pour une paix, du fait, également, qu'il n'y avait pas, sur le camp de bataille, de véritable vainqueur. En 1642, dans la petite ville catholique de Münster et à Osnabrück, petite ville protestante, toutes les deux en Westphalie, commencèrent les tractations qui dureront pas moins de six ans. La diplomatie italienne excella au cours de ces pourparlers. Il faut rappeler deux négociateurs, en Westphalie: le nonce apostolique Fabio Chigi, de Sienne, et Alvise Contarini, de Venise; leur contribution fut particulièrement importante. La première contribution fut l'oeuvre de médiation conduite alors que la guerre se poursuivait et qu'il était nécessaire d'établir des principes de neutralisation des deux petites villes. Le deuxième problème était de fixer les priorités entre les deux parties en cause, l'immunité des courriers, en introduisant les usages en vigueur en Italie, afin que s'établissent en Westphalie ce que nous appelons aujourd'hui la diplomatie permanente. La troisième contribution fut celle d'instituer un modèle d'équilibre politique sur l'exemple italien et de le transférer sur une échelle européenne. Ce système fut introduit en Italie à l'époque des Communes et connut le maximum d'utilisation entre la paix de Lodi de 1454 et l'invasion de Charles VIII en 1594.

Ce système était tellement bien agencé qu'il trouva sa théorisation non pas tant chez Machiavel, mais plutôt chez Guicciardini qui

disait que «tels étaient les fondements de la tranquillité d'Italie disposés et contrepesés de façon que l'on ne pouvait craindre une altération présente». Le système d'équilibre demandait, naturellement, une oeuvre continue d'adaptation en relation à l'évolution de la société. C'est ainsi que commence une période d'or de la diplomatie, entendue - pour reprendre Carlo Morandi - comme un ensemble d'organismes permanents ou spécialisées dans l'art de la technique des négociations politiques. Il s'agit là de négociations et de tractations qui conduisent à une défense continue de l'équilibre et donc aux alliances et contre-alliances, c'est-à-dire aux poids et aux contrepoids dont parle Guicciardini.

LA RUPTURE DE L'EQUILIBRE EUROPEEN

Mais le système de l'équilibre réalisé en Westphalie est immédiatement mis à dure épreuve.

Le pape Innocent X rejette les traités parce qu'ils avaient, entre autres, accepté le calvinisme comme religion libre et reconnu le principe de *cujus regio ejus religio* (les sujets devaient suivre la religion de leur roi ou s'en aller); et, de fait, de nombreuses populations catholiques avaient dû abandonner les territoires occupés par des princes protestants.

La France de Louis XIV, devenue le pays le plus riche et plus ordonné d'Europe, abandonne, elle aussi, la politique de modération et de prudence du cardinal Mazarin: elle révoque l'Edit de Nantes qui donnait le droit, aux Huguenots, de professer librement leur religion (faculté accordée par Henri IV) et commence une politique d'expansion suivant deux lignes directrices: une vers le Nord, c'est-à-dire vers l'occupation des Flandres, profitant du fait qu'à cette époque la Hollande était en lutte contre l'Angleterre pour la suprématie commerciale dans le monde. Guillaume III d'Orange réagit et met sur pied six coalitions contre la France, la première en 1668 et la dernière en 1713, réussissant à bloquer l'expansion française. L'autre directrice française, vers l'Est, vers l'Alsace et la Lorraine germaniques, échoue tout autant.

L'histoire des années qui suivirent nous narre qu'après la fin de l'hégémonie de la

France, l'Europe continue à être en proie aux luttes entre les quatre Etats qui se valent quant à leur puissance: outre la France, l'Autriche, l'Angleterre et la Prusse. Chacun de leurs efforts tend à empêcher que l'équilibre ne se rompe à leur désavantage.

Le Traité d'Aix-la-Chapelle (1748) -appliquant mieux le principe d'équilibre -organise la nouvelle conformation politique territoriale de l'Europe, qui restera tel quel jusqu'à la Révolution française. Il reconnaît la Sanction Pragmatique (par laquelle Charles VI avait voulu assurer l'héritage des possessions de la maison d'Autriche à sa fille Marie-Thérèse), l'élection impériale de François I^{er} de Lorraine, le mari de Marie-Thérèse; il reconnaît la possession de la

Silésie à Frédéric II de Prusse; il approuve la cession de la Savoie, du nord de la province de Novare et des districts de Voghera et de Vigevano, de sorte que les confins arrivent jusqu'au Tessin; Gênes obtient son indépendance; l'Autriche rentre en possession des Pays-Bas; la Hollande des territoires occupés par les Français.

Mais le traité d'Aix-la-Chapelle est important sous un autre aspect, également: c'est l'introduction au réveil scientifique, politique, culturel et social qui conduira, quelques décennies plus tard, à la Révolution française.

M. C.

Le Conseil de l'Europe s'engage à renforcer la lutte contre le terrorisme

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les Etats membres du Conseil de l'Europe ont décidé de renforcer la lutte contre le terrorisme international par une coopération accrue, l'amélioration des mesures de sécurité interne et la coordination de mesures juridiques et diplomatiques.

Toute forme de terrorisme est une agression et une menace permanente envers les institutions démocratiques de tous les Etats membres, ont fait savoir les ministres de la Justice, de l'Intérieur et de la Sécurité de l'Organisation des «21», dans une Déclaration adoptée à l'issue de leur rencontre les 4 et 5 novembre à Strasbourg.

La Conférence, la première qui ait jamais réuni les ministres responsables de la lutte contre le terrorisme de toute l'Europe démocratique, était présidée par Oscar Luigi Scalfaro, ministre italien de l'Intérieur, Karl Blecha, ministre autrichien de l'Intérieur et Jean Gol, ministre belge de la Justice en étant les vice-présidents. Celle-ci avait été convoquée par les ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe, en avril dernier, afin de «tirer le meilleur parti de l'approche d'inspiration commune de tous les membres du Conseil de l'Europe» dans la lutte contre le terrorisme.

Les ministres ont déclaré qu'ils «combattraient le terrorisme dans toutes ses manifestations, y compris le terrorisme dans lequel des Etats sont impliqués de quelque manière que ce soit».

Pour ce faire, ils ont préconisé:

- le renforcement de la coopération bilatérale et unilatérale;
- l'amélioration des procédures d'extradition et d'assistance mutuelle;
- une réponse ferme au chantage terroriste;
- des mesures contre le terrorisme et la criminalité internationale organisée telles que le trafic de stupéfiants ou d'armes, commis avec abus de l'immunité diplomatique.

CYCLE 1987

LA FEMME ET LA SOCIETE EUROPEENNE

La participation des femmes aux niveaux représentatifs et aux positions décisionnelles est bien loin de la contribution effective qu'elles peuvent apporter à la société. Il est donc nécessaire, dans l'intérêt du développement de la société européenne, d'adopter des mesures prioritaires appropriées et orientées vers la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes, *de jure* comme *de facto*.

- Inauguration* *LA FEMME DANS LA SOCIETE EUROPEENNE*
- Mardi 27
janvier
17 heures Ginevra Conti Odorisio - Chaire d'Anthropologie féminine -
Université de Rome
Beatrice Rangoni Machiavelli - vice-président du Mouvement Européen
Carlo Ripa Di Meana, parlementaire
- I^{re} Rencontre* *«LE CODE FEMME» ET LA REALITE D'AUJOURD'HUI*
- Vendredi 6
février
17 heures S. E. Giuseppe Tamburrino
M^e Elena Marinucci, sénateur
M^e Maria Luisa Del Bufalo
- II^e Rencontre* *«LES FEMMES EN PLEINE CARRIERE:
LA SITUATION EN ITALIE»*
- Vendredi 20
février
17 heures Introduit et dirige la discussion
Giampaolo Pansa - vice-directeur du quotidien
«La Repubblica»
- Témoignent:
Marisa Belisario - Conseil Délégué d'Italtel
M^e Paola Pampana - Conseillère à la Municipalité de Rome
Federica Olivares - Editeur
Nerio Nesi - Président de la Banca Nazionale del Lavoro (représenté)
- III^e Rencontre* *LA FEMME: DANS L'INTERET DE L'EUROPE»*
- Vendredi 6
mars
17 heures Mauro Ferri - Parlementaire - Président du Mouvement Européen
Luisa Cassanmagnago - Parlementaire
Luisa La Malfa - Parlementaire

De Bruxelles à Strasbourg

de Manlio Contri

SECURITE ET COOPERATION EN EUROPE

3 novembre - Vienne - Les Européens en vedette à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Howe, a déclaré - en sa qualité de président en exercice des Douze et parlant, donc, au nom de ses partenaires - estimer que la conférence pourra contribuer à rendre l'Europe plus sûre et plus vivante si l'on procédera à plus d'ouvertures, plus de contacts, plus d'échanges. Les paroles et les promesses d'Helsinki ne doivent pas devenir une gigantesque fiction; c'est la raison pour laquelle il faut que chaque niveau du processus d'Helsinki soit consolidé, avant même de passer à d'autres niveaux. Le panorama des droits humains est triste: des familles séparées - a déclaré Howe, en se référant ouvertement à l'Union soviétique - des non-conformistes à qui l'on interdit brutalement de parler, sont persécutés les membres des divers groupes chargés de surveiller l'application des accords d'Helsinki. Il a terminé par un salut à Andreï Sacharov, le flambeau de l'esprit européen. Le ministre italien des Affaires étrangères, Andreotti, a parlé, lui aussi, du problème des droits humains. La crédibilité même de la Conférence -a-t-il déclaré - serait affaiblie s'il ne se manifestait pas, à Vienne, des développements concrets pour une amélioration visible dans la promotion et dans le respect des droits de l'homme. Andreotti s'est également référé à l'opportunité d'insérer les armements conventionnels dans les négociations Est-Ouest pour le désarmement. Il a terminé en proposant une réunion des scientifiques des 35 pays qui participent à la Conférence de Vienne, préfigurant une communauté scientifique sans frontières.

*Sacharov flambeau
de l'esprit européen*

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

5 novembre - Strasbourg - Unanimité des 21 du Conseil de l'Europe dans une déclaration qui l'engage à renforcer la lutte contre la subversion violente. Le document exprime une profonde préoccupation pour la recrudescence des actes de terrorisme qui génèrent l'horreur et la répulsion. Il est pris en considération, dans trois résolutions, la création d'un comité permanent ayant de larges pouvoirs pour prendre des décisions opérationnelles. On désire étudier et réaliser des mesures pour bloquer le passage de terroristes d'un pays à l'autre. On entend harmoniser les efforts de la CEE avec ceux du Conseil de l'Europe, en élargissant, également, la coopération à des pays appartenant à d'autres aires. Il est prévu des mesures contre les abus des privilèges et des immunités diplomatiques et consulaires.

*Unanimité contre
la subversion*

AUX COTES DE LA GRANDE-BRETAGNE CONTRE LA SYRIE

10 novembre - Londres - Les ministres des Affaires étrangères des Douze, avec la seule abstention de la Grèce, ont approuvé une série de propositions contre la Syrie, accusée d'être concernée dans l'attentat manqué contre le jumbo de l'El Al. Une déclaration conjointe condamne explicitement le terrorisme de marque syrienne. La Grande-Bretagne a eu, ainsi, la solidarité de ses partenaires après la

Après l'attentat manqué contre le contre le jumbo de l'El Al

rupture de ses relations diplomatiques avec la Syrie. Le paquet de propositions approuvées prévoit l'embargo sur la vente des armes à la Syrie, un réexamen de l'activité des diplomates syriens en Europe, un renforcement de la surveillance sur le personnel et les vols de la Syrian Arab Airlines, la suspension des visites à haut niveau en provenance et à destination de la Syrie.

LE DESARMEMENT SELON LES EUROPEENS

Moins de missiles, mais aussi moins de chars d'assaut

14 novembre - Luxembourg - Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UEO - Union de l'Europe Occidentale - qui est, en pratique, la communauté défensive composée des Six, fondateurs du Marché commun, plus la Grande-Bretagne, ont mis au point, au cours d'une réunion fructueuse, leur version pour le désarmement qui, comme l'énonce une déclaration commune, doit consister en une réduction tant des arsenaux nucléaires, que des forces conventionnelles. Donc, désarmement, certes, mais global, pour que la sécurité soit globale. La réduction des armes nucléaires ne peut s'effectuer sans qu'il y ait un rééquilibrage des forces conventionnelles en Europe et l'élimination des armes chimiques à l'échelle mondiale. En substance, les Européens désirent faire comprendre aux deux «superpuissances» que l'élimination des euromissiles (à moyen rayon) sans rééquilibrer les dispositions stratégiques du théâtre européen est inacceptable. Le déséquilibre dans le secteur des missiles à «court rayon» est, comme nous l'avons vu, d'un à huit en faveur de l'Est. Mais, en même temps, les Européens ne veulent pas opposer des obstacles aux négociations entre les deux «Grands», mais ne désirent pas, non plus, approuver le rapport que Moscou prétend voir entre le désarmement nucléaire et le «bouclier spatial» américain. Les Sept ont créé, également, un «Comité politique pour la sécurité européenne» outre deux groupes de travail: un pour le problème du bouclier spatial et l'autre pour la situation en Méditerranée.

LIBERALISATION FINANCIERE

Un pas de plus vers le marché interne

17 novembre - Bruxelles - Les ministres des Finances des Douze ont pris d'importantes décisions pour la libéralisation du marché des capitaux et des services financiers. Les directives approuvées concernent la possibilité d'accorder des crédits à long terme sur les places financières étrangères, le droit d'acheter des actions cotées et non cotées dans n'importe quel pays de la Communauté et la liberté de traiter sur les marchés actionnaires et obligataires des titres émis par des sociétés ayant la résidence dans un autre pays. En théorie, il s'agit d'un progrès considérable vers la réalisation du marché interne. En pratique, cette décision confirme une situation qui existe déjà réellement. Cinq pays, dont l'Italie, sont exclus de ces directives, car ils jouissent, à divers titres, du droit d'appliquer des clauses de sauvegarde leur permettant de limiter la libre circulation des capitaux.

OBSTACLES ET SOLUTIONS POUR LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

Plus d'autorité au Parlement et à la

21 novembre - Florence - Les difficultés qui entravent la construction de l'Europe ont été mises en évidence par le président de la Commission de la Communauté, Jacques Delors, lors de la cérémonie pour le dixième anniversaire de l'Institut Universitaire Européen de Fiesole (Florence), organisme de formation post-universitaire ouvert à des étudiants de tous les pays membres. D'après Delors, les difficultés sont au nombre de quatre: 1) tension entre Nord et Sud, entre pays plus riches et pays plus pauvres; 2) la tentation d'une moyenne arithmétique pour le niveau économique (il serait impossible, par exemple, d'aligner des Allemands et des Danois et d'abaisser leur niveau de vie de 20 à 50%); 3) hostilité aux programmes sur la base desquels, dans quelques secteurs, il suffirait, il faudrait accepter que l'on progresse «à quatre», «à cinq» ou «à six» pays, sans pour cela mettre en discussion le mouvement naturel des Douze de la Communauté; 4) comportement restrictif en matière de budget, alors qu'il faut des ressources financières considérables pour atteindre les objectifs communautaires. Quant à la relance de

l'Europe, elle pourrait s'effectuer par le biais de la réforme constitutionnelle (Acte Unique), mais il faut au moins trois conditions pour la mettre en pratique: a) prendre des décisions à la majorité et non à l'unanimité; b) donner un caractère plus incisif au Parlement; c) attribuer à la Commission européenne de réels pouvoirs exécutifs.

CRAINTES POUR UNE DENUCLEARISATION DU THEATRE EUROPEEN

21 novembre - Bruxelles - L'OTAN n'est pas un organisme communautaire, mais pas moins de dix pays des Douze en font partie. C'est en son sein que sont traités les problèmes de la défense du continent revêtant le maximum d'importance pour les Européens; c'est pour cette raison que nous estimons de notre devoir d'en tenir compte. Parlant à Bruxelles, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Institut atlantique pour les affaires internationales, le président du Comité militaire de l'OTAN, le général Altenburg (Allemagne) a mis en garde contre les dangers d'une dénucléarisation progressive du théâtre européen et a expliqué que les dirigeants soviétiques sont de plus en plus persuadés être en mesure de gagner une guerre, en Europe, avec les armes conventionnelles. L'hypothèse d'un retrait des euromissiles (moyenne portée) et, encore plus, celle qui s'est manifestée à Reykjavik, d'un démantèlement des forces nucléaires stratégiques, laissent affleurer le doute que les Américains ne sont plus disposés à avoir recours, d'une façon inconditionnelle, aux armes nucléaires pour défendre l'Europe. Ce n'est pas le fait du hasard, en effet, que tout de suite après le sommet islandais, le Premier ministre britannique, Mme Thatcher, et le président français, Mitterrand, se soient empressés de rappeler que la défense de l'Europe est et doit rester confiée, en dernière instance, aux armes nucléaires.

LA BELGIQUE N'EST PAS D'ACCORD?

*Une faille au sein
des Douze?*

23 novembre - Bruxelles - Le Premier ministre belge, Martens, a déclaré, au cours d'une interview à la radio française, que si les négociations de Genève seront encore en cours à la fin de l'année 1987, la Belgique s'imposera un moratoire de six mois dans l'installation des 32 missiles Cruise, qu'elle doit encore recevoir. Ceci dans le but de donner une ultérieure occasion aux pourparlers entre les deux super-puissances. En d'autres termes, pour favoriser le retrait complet des euro-missiles, l'«option zéro», si discutée, dont on a parlé lors du sommet de Reykjavik. L'annonce - non officielle - de Martens ne manquera pas de soulever des polémiques au sein de l'alliance, après les affirmations qu'un retrait des euromissiles mettrait en sérieux danger le système défensif occidental. Un accord sur «l'option zéro» - a-t-il été précisé - doit être accompagné de mesures de rééquilibrage des forces conventionnelles et des missiles à court rayon. La déclaration de Martens est considérée comme la première faille sur le front de la solidarité des Douze.

CONDAMNATION POUR LA POLLUTION DU RHIN

24 novembre - Bruxelles - Les ministres de l'Environnement des Douze ont prononcé une condamnation mitigée contre la Suisse pour la pollution du Rhin qui s'est vérifiée à la suite de l'accident à l'usine chimique Sandoz, le 1^{er} novembre. Sans nommer expressément la Confédération Helvétique, un communiqué fait l'éloge de la rapidité avec laquelle les gouvernements intéressés sont intervenus pour contrecarrer l'ultérieure pollution du grand fleuve européen et pour améliorer la protection des principales voies d'eau contre des épisodes de ce genre à l'avenir. Les ministres ont également approuvé des directives qui restreignent les limites sur l'expérimentation sur les animaux. Chaque année, en Europe, 20 à 30 millions d'animaux sont utilisés dans ce secteur. Ces normes interdisent que se déroulent des «tests» sur des animaux d'espèces en voie d'extinction et imposent de notifier, au préalable, chaque expérimentation pour éviter d'inutiles répétitions.

M. C.

MOSCOU - 9 Octobre 1944

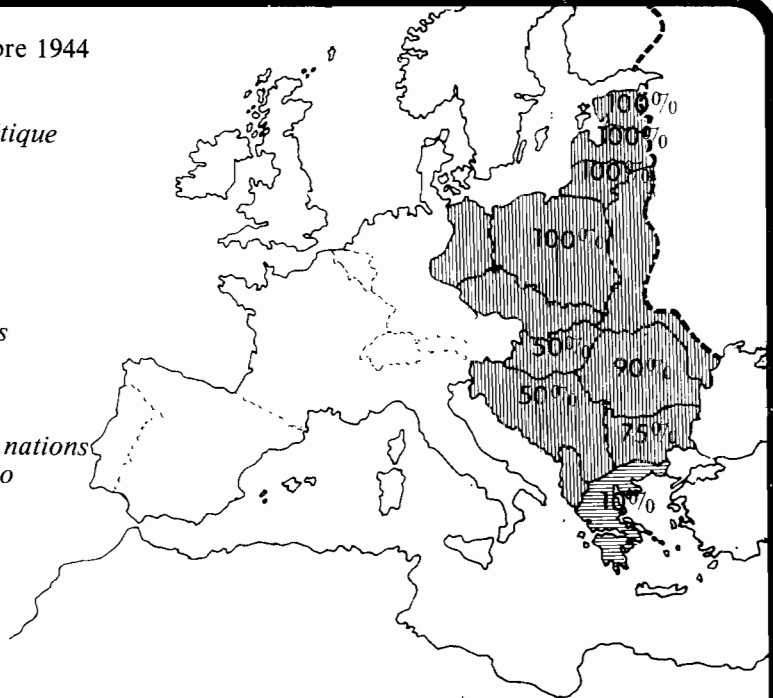
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>Louis Armand: L'Europe entre les Deux Grands</i>	1
<i>Manlio Contri: Fisc et contribuables</i>	3
<i>Beatrice Rangoni Machiavelli: La marginalisation de la femme dans la société industrielle</i>	7
«Bulletin Européen», en édition italienne	12
<i>Manlio Contri: De Westphalie à Aix-la-Chapelle</i>	13
La lutte contre le terrorisme	15
Cycle 1987, la femme et la société européenne	16
<i>Manlio Contri: Trente jours en Europe - De Bruxelles à Strasbourg</i>	17



Associé U.S.P.I.

1986

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 -
Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direttore: Roberto Cestelli
Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del 15.10.1977
(già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard», Milano - Via Larga 11